

L'ÉVALUATION DES CUCS « PREVENTION DE LA DELINQUANCE ET CITOYENNETE »

ATELIER THEMATIQUE REGIONAL N°2

MARDI 25 NOVEMBRE 2008

DOSSIER DU PARTICIPANT

**RESSOURCES & TERRITOIRES
TOULOUSE, IFRASS**

SOMMAIRE

→ LA LOI DU 5 MARS 2007 doc 1

DOCUMENT A VOCATION METHODOLOGIQUE

• • • **Les points-clés de la Loi du 5 mars 2007.**

Paris : Secrétariat Général au Comité Interministériel de Prévention de la délinquance, 2007. 10 p.

→ ARTICLE DE FOND..... doc 2

• • • **Partenariat et évaluation : le cas des Contrats Locaux de Sécurité.**

François DIEU ; Bruno DOMINGO.

Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique. Genève, 2003. Tiré à part n°1. 20 p.

→ PETITE CHRONOLOGIEdoc 3

→ RESSOURCES -DOCdoc 4

• • • **Politiques de Prévention de la Délinquance :**

→ Généralités (Loi du 5 mars 2007, CLS, CLSPD, FIPD, ...)

• • • **Politiques de Sécurité.**

VOIR AUSSI :

Politique de la Ville et Prévention de la Délinquance. *
Recueil d'expériences.

Délégation Interministérielle à la Ville.

Paris : Les éditions de la DIV, janvier 2004. 308 p. (Collection Repères)

Ce recueil met à jour une vingtaine d'expériences en matière de prévention et de sécurité sur les sites en politique de la ville ; il fait suite au recueil déjà paru en 2001.

Plus d'un an après la mise en place des nouveaux Conseils de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, ce guide illustré par des expériences similaires conduites dans d'autres pays de l'Union européenne, confirme l'affirmation du rôle des maires comme animateurs des politiques locales de prévention et de tranquillité publique.

VOIR AUSSI :

QUELQUES SITES INTERNET INCONTOURNABLES

• **Le Secrétariat Général du CIPD**

<http://www.sgcpd.interieur.gouv.fr/>

• **Cellule Interministérielle des CLS**

<http://www.cls.interieur.gouv.fr/>

• **Ministère de l'Intérieur**

<http://www.interieur.gouv.fr/>

• **Association Française de Criminologie**

<http://www.afc-assoc.org/>

• **Institut National des Hautes Etudes sur la Sécurité**

<http://www.inhes.interieur.gouv.fr/>

• **Forum Français pour la Sécurité Urbaine**

<http://www.ffsu.org/ffsu/home.aspx>

→ PREVENTION DE LA DELINQUANCE

• • • Les points clés de la Loi.

Secrétariat Général
du Comité Interministériel de Prévention de la
Délinquance.

4 rue de Penthièvre
75 008 PARIS
Tel. : 01 40 07 61 81

<http://www.interieur.gouv.fr/>

→ ARTICLE DE FOND

● ● ● Partenariat et évaluation : le cas des Contrats Locaux de Sécurité.

François DIEU, Bruno DOMINGO¹.

Tiré à part de la Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique. Genève, 2003.
Une vingtaine de pages.

¹ Centre d'études et de Recherches sur la Police, Institut d'études Politiques de Toulouse ; consultable à partir du site de Sciences Po Toulouse : <http://www.sciencespo-toulouse.fr/>

PETITE CHRONOLOGIE DE LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE

••• 1997 Signature d'une circulaire interministérielle relative à **la mise en oeuvre des Contrats Locaux de Sécurité** (28 oct. 1997). Disponible sur le site du Ministère de l'intérieur :
http://www.cls.interieur.gouv.fr/documents/index_documents.htm

••• 1999 Nouvelle circulaire relative aux **Contrats Locaux de Sécurité** émanant du ministère de l'Intérieur, qui tire les enseignements du premier bilan de l'application des Contrats Locaux de Sécurité (7 juin 1999). JO du 15 juin 1999, n°136, p. 8719. Disponible sur le site du Ministère de l'intérieur :
http://www.cls.interieur.gouv.fr/documents/index_documents.htm

••• 2000 A l'occasion d'une réunion du comité de suivi du Contrat de Sécurité (CLS) du Blanc-Mesnil, le ministre de l'Intérieur, Daniel VAILLANT, souligne dans un discours que "la mise en place de la police de proximité ne devait pas aboutir à un repli du Contrat Local de Sécurité" et estime que "la police de proximité est plus efficace dans les communes disposant d'un Contrat Local de Sécurité".

••• 2001

•• 31 mai 2001

A ce jour, **753 Contrats Locaux de Sécurité** ont été signés.

••• 2002 Parution du décret **relatif aux dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance**.

Ce décret remplace les Conseils Communaux de Prévention de la Délinquance (CCPD) par les Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) qui deviennent des instances de coordination locale de tous les acteurs de la Prévention et de la Sécurité et finalement le lieu unique de la mise en œuvre de l'évaluation et du suivi du CLS.

••• 2006

•• 7 juin 2006

Parution du décret n°2006-665 **relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives**, JORF du 8 juin 2006.

Disponible sur le site de Légifrance :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000639701&idArticle=LEGIARTI000006402390&dateTexte=20060608&categorieLien=id>

••• 2007

Création du FIPD, Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance, par la **Loi sur la Prévention de la Délinquance du 5 Mars 2007** au J.O. du 7 mars 2007 p. 4297, article 5.

Disponible sur le site du Secrétariat Général du Comité Interministériel pour la Prévention de la Délinquance :

http://www.sgcpd.interieur.gouv.fr/index-quick.php?dms_op=doc_file_download&docfile_md5id=9400aa2dc37a87c9efb063ed46d97eee

•• 26 juin 2007

Parution du décret n°2007-1048 du 26 juin 2007 **instituant le FIPD** (JORF n°148 du 28 juin 2007). Le FIPD finance les actions de Prévention de la Délinquance et des Contrats Locaux de Sécurité dans le cadre des contrats passés entre les collectivités territoriales et l'Etat.

•• 23 juillet 2007

Décret n°2007-1126 du 23 juillet 2007 **relatif au Conseil Local et au Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et au Plan de Prévention de la Délinquance dans le département**. Disponible sur le site Légifrance dans sa version consolidée au JO du 25 juillet 2007.

••• 2008

Lettre de mission du Secrétaire Général du Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance. Orientations et répartition du FIPD pour 2008.

•• 21 fév. 2008

Circulaire du Secrétariat Général du Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance du 21 février 2008, disponible dans la base de données lville de la DIV : <http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/CIRCULAIRE%20FIPD%202008.pdf>

RESSOURCES DOCUMENTAIRES INDICATIVES



TEXTES OFFICIELS & BIBLIOGRAPHIE SUR LA THEMATIQUE : PRÉVENTION DE LA DELINQUANCE & SECURITE

POLITIQUES DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE

► TEXTES OFFICIELS

● ● Loi relative à la prévention de la délinquance.

Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 et décision du Conseil Constitutionnel n°2007-553C du 3 mars 2007. Publiée au J.O. du 7 mars 2007, n°56, p.4297, texte n° 1.

Réf. NOR: INTX0600091L

http://www.legifrance.gouv.fr/affichLoiPubliee.do;jsessionid=5EF3995405238C3D0A0131E25B2A45A5.tpdjo05v_1?idDocument=JORFDOLE000017758207&type=contenu&id=1

Décrets d'application

● ● Décret n°2007-1126 du 23 juillet 2007 relatif au Conseil Local et au Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et au plan de Prévention de la Délinquance dans le département.

Publié au J.O. du 25 juillet 2007, n°170, page 12494, texte n°15.

Réf. NOR: IOCB0751778D

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000465429&dateTexte=>

● ● Décret n°2007-1048 du 26 juin 2007 pris pour l'application de l'article 5 de la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 et relatif au Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance [FIPD].

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000649073&dateTexte=>

● ● Dossier législatif en ligne sur le projet de loi relatif à la Prévention de la Délinquance.

Première et Deuxième lecture ; Commission mixte paritaire ; Décision du Conseil constitutionnel ; Loi promulguée.

<http://www.senat.fr/dossierleg/pjl05-433.html>

● ● Décision du Conseil constitutionnel sur la loi relative à la prévention de la délinquance.

Décision n° 2007-553 DC du 3 mars 2007.

<http://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2007/2007553/index.htm>

● ● Dossier documentaire, relatif à la décision n°2007-553 DC du 3 mars 2007, sur la Loi relative à la Prévention de la Délinquance, Services du Conseil Constitutionnel, 2007, 23 p.

<http://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2007/2007553/doc.pdf>

● ● **Circulaire du 5 octobre 2007 relative au Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance**, 1 p.

Disponible sur la base de données iville de la DIV :

<http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/INTK0730069J.pdf>

● ● **Circulaire NOR INTK0700057C du 4 mai 2007 en application de l'article 5 de la loi n°2007-297 relative à la prévention de la délinquance [Fonds interministériel de Prévention de la Délinquance, FIPD]**.

Disponible sur la base de données iville de la DIV :

<http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/circulairefipd040507.pdf>

● ● **Circulaire INTK0600110C du 4 décembre 2006 relative à l'élaboration des contrats locaux de sécurité (CLS) de nouvelle génération**, décembre 2006, 24 p.

http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/041206circ_CLS_nvelle_gen.pdf

● ● **Prévention et lutte contre la violence en milieu scolaire.**

Circulaire n°2006-125 du 16 août 2006. BO n° 31 du 31 août 2006. Réf. NOR : MENE0601694C

<http://www.education.gouv.fr/bo/2006/31/MENE0601694C.htm>

► **GENERALITES (LA LOI DU 5 MARS 2007, CLSPD, CLS, FIPD...)**

→ **RAPPORTS / SYNTHESES / ETUDES**

● ● **Plaquette d'information sur les 10 points-clés de la Loi du 5 mars 2007.***

Paris : Secrétariat Général au Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance, 2007. 10 p.

Disponible sur le site du SG du CIPD : [en ligne, pages consultées le 25 janvier 2008].

<http://www.sg Cipd.interieur.gouv.fr/index.php?nav=1-30&headingid=30&articleid=69>

● ● **Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la Prévention de la Délinquance.***

Dispositions intéressant les communes et les EPCI.

Paris : AMF, 16 mars 2007. 16 p.

Disponible sur le site de l'AMF : [en ligne, pages consultées le 25 janvier 2008].

http://www.amf.asso.fr/documents/document.asp?ID_DOC=8166

● ● **Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles. Rapport 2007.***

Paris : DIV, 2007. 158 p.

Le présent rapport s'appuie, comme les précédents, sur 5 indicateurs prévus par la Loi du 1er août 2003 d'Orientation et de Programmation pour la Ville et la Rénovation Urbaine : l'habitat, l'emploi et l'activité économique, la réussite scolaire, la santé, la sécurité et la tranquillité publique. La loi fixe comme objectif à la politique de la ville la réduction significative, sur une période de 5 ans, des écarts entre ses territoires prioritaires, les ZUS (Zones Urbaines Sensibles) et le reste des territoires urbains. Tout un chapitre est consacré aux faits de la délinquance qui, en majorité, diminuent, en ce qui concerne l'atteinte aux biens mais augmentent quant à l'atteinte aux personnes.

● ● **Rapport 2007 de l'Observatoire National de la Délinquance.**

Observatoire National de la Délinquance.

Paris : Institut National des Hautes Etudes de Sécurité, 2007. 538 p.

L'Observatoire National de la Délinquance (OND) propose une vision synoptique des différentes informations disponibles sur la criminalité et la délinquance ; il s'agit notamment des statistiques sur les faits constatés par la police et la gendarmerie nationales, et des résultats d'enquêtes de victimation, qui sont menées par l'INSEE et l'OND auprès de la population. Alliant contenu récurrent et articles inédits, cet ouvrage a vocation à devenir le

document de référence sur la mesure de la criminalité. Grâce à ce nouveau dispositif qui complète les sources statistiques, il est aujourd'hui possible de mieux appréhender la nature de différents phénomènes criminels qui échappaient jusqu'à maintenant à la connaissance.

Seule une présentation détaillée par indicateur, c'est-à-dire en distinguant les différentes formes de délinquance, peut permettre d'approcher la réalité au plus près. En s'appuyant sur des dispositifs pérennes et complémentaires, on peut analyser et comparer les différentes tendances. Le développement de tels dispositifs a été le cœur de l'action de l'OND depuis sa création en novembre 2003, date de l'installation de son conseil d'orientation indépendant.

Synthèse du rapport disponible sur le site de l'IHESI

[en ligne, pages consultées le 3 février 2008]

http://www.inhes.interieur.gouv.fr/fichiers/OND_Synthserapport07.pdf

• • **Prévention de la délinquance en 2006.**

Rapport au parlement. Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance.

1^{er} rapport établi en application de l'article 2 du décret n°2006-52 du 17 janvier 2006 instituant un Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance.

Paris : La Documentation Française, 18 avril 2007. 232 p.

Parce que la sécurité et la tranquillité publiques sont des enjeux nationaux, l'élaboration de cette politique est de la responsabilité de l'État. Celui-ci doit aussi organiser la coopération des collectivités territoriales, des autorités publiques et des organismes privés concernés pour assurer l'efficacité et la cohérence des actions menées. Fruit d'un travail collectif des différents ministères concernés sous l'égide du Secrétaire Général du Comité interministériel de Prévention de la Délinquance, ce rapport présente la synthèse de la politique de prévention de la délinquance conduite en 2006.

Disponible sur le site de la Documentation Française [Pages consultées le 3 février 2008] :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/9782110066152/>

• • **Propositions d'orientations pour la mise en place de Contrats Locaux de Sécurité de Nouvelle Génération.**

Pierre DUFFE, Marc DUPONT, Bruno STEINMANN, Frédéric PAPET, Philippe MOUCHARD, Guy DESPRATS, ROMAIN Thierry ; Inspection Générale de l'Administration, Inspection Générale des Affaires Sociales, Inspection Générale des Services Judiciaires. Inspection générale de la police nationale ; Inspection de la gendarmerie nationale.

Paris : Inspection Générale de l'Administration, 2005. 95 p.

Selon le présent rapport, la rénovation des Contrats Locaux de Sécurité (CLS), élaborés et signés depuis 1997, se justifie depuis la mise en place des Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) en 2002 et le lancement du plan « 25 quartiers » en 2004. Une mise en cohérence de ces dispositifs est souhaitée par les maires et les partenaires locaux qui, pour la plupart, estiment que le CLS reste un outil pertinent. Ce rapport donne les bases du CLS nouvelle génération (répondre aux attentes des maires, partir du diagnostic local) et les moyens de sa mise en oeuvre (politique nationale de prévention de la délinquance et réorganisation des dispositifs territoriaux de prévention).

Disponible sur le site de la documentation française :

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/064000183/0000.pdf>

• • **La prévention de la délinquance : nouveaux enjeux pour les risques urbains ? ***

Dossier du participant accompagnant la Journée thématique du 15 octobre 2007, à AGEN.

Agen : CIRU, Centre Interdisciplinaire sur les Risques Urbains, Préfecture du Lot-et-Garonne ; Conseil Général du Lot-et-Garonne ; Pays et Quartiers d'Aquitaine ; Institut de Prévention et de Gestion des Risques Urbains, 2007. 20 p.

Ce dossier comporte le programme de la journée, la liste des participants, des repères sur la loi relative à la prévention de la délinquance, – les points-clés concernant le CIPD et les

dispositions intéressant les communes et les EPCI –. Une bibliographie sélective vient compléter ce dossier.

→ REVUES, ARTICLES, COLLECTIONS

• • **La loi sur la prévention de la délinquance : présentation des dispositions de droit pénal.**

Philippe CONTE. Revue Droit Pénal, Mai 2007, p.12.

• • **Loi du 5 mars 2007 sur l'équilibre de la procédure pénale : premiers commentaires.**

Actualité juridique Pénal, Mars 2007, p.105.

• • **L'insécurité «saisie» par les maires. Un enjeu de politiques municipales.***

Tanguy LE GOFF.

Revue française de Science Politique, 2005, vol. 55, n°3, p.415-444

Depuis une vingtaine d'années, les maires se sont saisis de l'insécurité, répondant ainsi aux attentes des dernières élections municipales. Par leurs discours offensifs, les revendications d'une extension de leurs pouvoirs, par leurs nouvelles capacités d'intervention, les maires réactivent leur rôle traditionnel de métier d'élu local : celui de garant de la tranquillité publique.

• • **Espace et insécurité. Le dossier.***

PQA. Horizons Aquitains, Printemps 2005, 43 p.

Ce dossier de PQA aborde la question de la sécurité et de son rapport à l'espace et au temps. Les criminologues sont assez sceptiques sur la réponse que l'architecture et l'urbanisme peuvent apporter à la délinquance. Pourtant Sébastien ROCHE dans ce dossier énumère quelques clés des programmes de sécurisation en terme de : qualité des services et des lieux, clarification des règles, homogénéisation du comportement des professionnels...

• • **Mettre en œuvre et piloter des dispositifs de prévention et de sécurité urbaine. Démarche, outils et acteurs.***

CR-DSU. Les cahiers du DSU, Automne 2003, n°38, 47 p.

La réalisation de ce numéro a été accompagnée par Eric CHALUMEAU, directeur général du cabinet de conseil en sécurité urbaine – SURETIS –, qui capitalise et complète les apports présentés au cours de plusieurs journées de qualification sur la mise en œuvre et le pilotage des dispositifs de prévention, sur les outils et les démarches d'un observatoire de la délinquance et sur les nouvelles réponses locales qui s'élaborent face à l'insécurité.

• • **Le Contrat Local de sécurité. Un outil en débat.***

Paris : Profession Banlieue, 2003. 178 p.

Actes de la Rencontre organisée le 29 novembre 2001 à la bourse du travail de Saint-Denis : les chargés de mission des CLS du 93, réunis dans un groupe de travail, s'interrogent sur la structuration et le positionnement de leur fonction au sein des organisations municipales et autres institutions. Plus largement, cette publication donne la parole aux élus, aux responsables institutionnels, aux professionnels et aborde les interrogations pour comprendre l'articulation des CLS avec la Politique de la Ville.

• • **La politique de la ville et la prévention.***

Paris : Les éditions de la DIV, Janvier 2001. 168 p. (Coll. Repères).

Ce document de la DIV se présente comme un premier recueil des actions de prévention de la délinquance de 1983 à 2001, montrant la diversité des opérateurs et des dispositifs à l'oeuvre dans les expériences relatées.

→ **OUVRAGES / GUIDES / DOSSIERS**

• • **En quête de sécurité. Causes de la délinquance et nouvelles réponses.**

Sébastien ROCHE.

Paris : Armand Colin, 13 mars 2003. 343 p.

Quels sont les éléments crédibles d'explication de la montée des diverses délinquances ? Quels sont les dangers qui nous guettent réellement ? Quelle est la position de la France en Europe ? Comment agissent les médias ? Que penser des politiques de sécurité mises en œuvre ? Les auteurs se sont efforcés de répondre à ces questions par la recherche d'informations pertinentes à partir de statistiques, mais aussi sur le terrain.

• • **Politique Publiques de Sécurité.**

François DIEU.

Paris : Editions de l'Harmattan, sept. 1999. 280 p.

Cet ouvrage présente les politiques publiques de sécurité mises en œuvre en France depuis une vingtaine d'années ; cette évocation de l'action publique dans les territoires urbains et ruraux conduit à aborder les principaux thèmes aujourd'hui au centre des réflexions et des débats sur les problèmes de sécurité.

→ **RAPPORT**

• • **Guide des études de sûreté et de sécurité publique dans les opérations d'urbanisme, d'aménagement et de construction.** Comment commander, réaliser et suivre une étude de sûreté et de sécurité publique ?

Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction, DGUHC ; Direction Générale de la police nationale ; Délégation Interministérielle à la Ville et au Développement Social Urbain, DIV.

Paris : la Documentation Française, 2007. 214 p.

Manuel méthodologique à destination des élus, des architectes et des maîtres d'œuvre pour un habitat et des aménagements publics innovants. La Loi d'Orientation et de Programmation relative à la Sécurité (LOPS) du 21 janvier 1995 a posé le principe des études préalables de sécurité dans les opérations de construction et d'urbanisme. La loi du 5 mars 2007 sur la prévention de la délinquance a modifié ce texte afin de tenir compte de l'évolution du droit de l'urbanisme et de la construction. Ce guide fournit des éléments de méthode à tous ceux qui interviennent dans la prévention de la malveillance par le biais de l'urbanisme et de la construction : élus, architectes, policiers et gendarmes, maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre.

→ **ARTICLES / REVUES**

• • **Les élus locaux à l'épreuve de l'insécurité.**

Jacques de MAILLARD.

Sciences de la Société, 2007, n°71, p. 115-134

Cet article vise à savoir pourquoi et comment les élus municipaux ont investi le thème de l'insécurité dans les années 80 et 90. A partir de différentes études locales, il montre que le processus de politisation de l'insécurité locale procède à la fois de la compétition mais aussi, et surtout, de la perception d'une demande de sécurité de la population. Partant, les logiques d'investissement des élus ont été de deux ordres différents : la recherche d'intermédiation vis-à-vis d'institutions, de professions spécialisées dans le domaine et la constitution d'une capacité d'action propre des municipalités sur les thèmes de la prévention et de la sécurité.

• • **Les services de prévention-sécurité à l'épreuve du politique.**

Jacques de MAILLARD.

Politiques et Management public, 2006, vol. 24, n°2, p. 23-39

On a assisté ces 20 dernières années à la formation de services prévention-sécurité au sein des municipalités dans un contexte de politisation de l'insécurité dans les villes. Dès lors, on peut s'interroger sur la politisation de ces services : dans quelle mesure les contraintes politiques déterminent-elles leur fonctionnement quotidien ? La réponse à cette question fait apparaître que les agents de ces services agissent en contact régulier avec les élus et en tenant compte des contraintes du politique dans la prise de décision.

• • **L'insécurité saisie par les maires. Un enjeu des politiques municipales.**

Tanguy LE GOFF.

Revue française de science politique, juin 2005, vol. 55, n°3, p.415-444.

En l'espace d'une vingtaine d'années, l'insécurité s'est imposée comme une des principales préoccupations des Maires et comme un enjeu électoral primordial.

Légende

*

Disponible au Service InfoDoc de Ressources & Territoires.

*Contact : **Jenny COLLIN**, Chargée de la documentation*

Tél. : 05 62 11 38 35, infodoc@ressources-territoires.com